



Autour du film *L'Autobiographie de Nicolae Ceaușescu* (2010) d'Andrei Ujică

Chronologie sommaire de la répression mise en place sous le régime communiste en Roumanie

Note préalable : cette chronologie a été rédigée à partir de l'ouvrage de Romulus Rusan, *Chronologie et géographie de la répression communiste en Roumanie. Le recensement de la population concentrationnaire (1945-1989)* [B, Fundația Academia Civică, 2007.], ouvrage réalisé notamment grâce à des informations stockées dans l'archive du Centre international d'études sur le communisme.

La répression commence immédiatement après que le roi Michel déclare l'armistice, le 23 août 1944. Dans l'intervalle de vingt et un jours jusqu'à la signature de la Convention de Moscou, le 12 septembre, les soviétiques déportent en Russie, en Ukraine, au Karaganda et en Sibérie près de 165.000 soldats roumains. Beaucoup d'entre eux disparaissent durant leur détention. Ceux qui acceptent de signer le pacte avec le régime communiste reviennent avec deux divisions roumaines incorporées dans l'Armée rouge. Les premiers groupements de prisonniers sont rapatriés sept ans plus tard, dans le centre de détention de Sighet.

À l'automne 1944, afin d'éliminer ceux considérés comme les responsables du désastre du pays selon la Convention de l'Armistice, des milliers de roumains, hongrois, allemands et autrichiens sont arrêtés et internés dans les camps de Caracal, Târgu Jiu et Slobozia, pour être « défascisés ». Parmi eux, il y a des criminels de guerre, jugés par les Tribunaux du Peuple dans les années suivantes, mais beaucoup sont accusés d'avoir une attitude anticomuniste ou antisoviétique.

En janvier 1945, c'est la déportation des allemands de Roumanie : 75.000 personnes sont expatriées au Donbass, pour participer à la reconstruction de l'économie soviétique. Certains ont des sympathies nazies, mais la plupart n'ont pas d'engagement politique. Un cinquième périt durant la détention, les autres sont revenus en Roumanie seulement cinq ans après, toujours par Sighet, dans un état extrême d'épuisement et d'inanition.

D'après un rapport conservé dans les archives de l'*Office des Études Stratégiques* américain, dès le 7 mars 1945, soit le lendemain de l'instauration du régime communiste et du gouvernement Petru Groza, une commission dirigée par Evgueni Soukhalov présente devant une délégation de quatre activistes communistes, dirigée par Ana Pauker, un plan de bolchévisation de la Roumanie, selon les souhaits de l'ancien secrétaire du Komintern, Georges Dimitrov. Parmi les dix points du plan, deux renforcent la répression : la suppression des partis historiques « par l'arrestation, l'assassinat et l'enlèvement de leurs membres » ainsi que « la création d'une organisation de police fondée sur une milice populaire du type du NKVD ».

Grâce à ces décrets, le gouvernement Groza met en œuvre une série de procès à grand retentissement contre « les criminels de guerre et ceux qui sont coupables du désastre du pays ». On commence avec la persécution du groupe de Ion Antonescu. En 1946, à l'approche des élections truquées, des milliers de personnes sont arrêtées, pour être empêchées de candidater ou de voter : il s'agit des membres des partis démocratiques de l'opposition anticomuniste, à savoir le Parti National Paysan (Partidul Național Țărănesc, PNT), le Parti National Libéral (Partidul Național Liberal, PNL) et le Parti Social Démocrate Indépendant (Partidul Social Democrat Independent, PSDI). En 1947, des vagues massives d'arrestations commencent, toujours dans les rangs des partis historiques, dont les membres sont considérés comme « réactionnaires » et « fascistes ». Le 14 juillet, sur le petit aéroport Tămădău au sud-est de Bucarest, quelques membres importants du parti principal d'opposition (National Paysan), qui avaient tenté de se réfugier en Occident, sont arrêtés.

Le parti est interdit par la loi, et toute la direction, Iuliu Maniu en tête, condamnée à la réclusion à perpétuité, pour « haute trahison ». Ion Mihalache et lui, comme des milliers d'autres membres du parti, mourront en prison. Dans les années suivantes, le même sort est réservé, aux libéraux et aux socio-démocrates. Par ailleurs, le 15 mai 1948, sont arrêtés quelques milliers de membres de l'organisation nationaliste « Fratries de la Croix » (Frățiile de Cruce), se revendiquant de la « Garde de Fer » (Garda de Fier) d'extrême droite dissoute en 1941.

Au même moment, commencent les procès économiques, où beaucoup d'hommes d'affaires sont accusés de sabotage. Puis sont fabriqués des procès fantômes de type soviétique, où sont convoqués des accusés de provenance très différente, dont beaucoup d'entre eux ne se connaissent même pas : membres des partis démocratiques, francs-maçons, prêtres, étudiants, membres de l'ancienne « Garde de Fer » ou personnes ayant des relations avec des légations occidentales, afin de suggérer que les saboteurs, les légionnaires et les espions américains sont liés par un plan commun de sabotage du régime. Dans la nuit du 27 juillet 1948, 7.000 anciens membres de la police sont arrêtés. Pendant les mois suivants, on emprisonne un grand nombre de prêtres et évêques gréco-catholiques qui s'étaient opposés au démantèlement de l'Église gréco-catholique et son assimilation à l'Église Orthodoxe, ainsi que de nombreux prélats romano-catholiques.

En 1949, c'est le tour des jeunes, par le soi-disant « procès de rééducation » : dans les prisons de Suceava, de Pitești et de Gherla, près de mille d'entre eux sont forcés à renier leurs convictions. A la fin de l'année, commence l'épopée du canal Danube-Mer Noire, qui est considérée par les dirigeants communistes, Gheorghe Gheorghiu-Dej et Ana Pauker, comme un « tombeau pour la bourgeoisie roumaine ».

Dans la nuit du 5 au 6 mai 1950, 90 dignitaires du régime appelés « bourgeois et foncier » sont arrêtés et déportés à Sighet. Parmi les premiers arrêtés, il y a des ministres de la période 1919-1945. On y déporte ensuite des dizaines de prêtres et évêques gréco-catholiques, un contingent de prélats romano-catholiques, et, en août 1951, des membres du Parti National Paysan. Il semble que 53 d'entre eux y ont péri. Ceux qui ne périssent pas, sont déportés à Râmnicu Sărat, une autre prison ayant une liaison par voie ferrée à écartement adéquat vers l'URSS. C'est ici qu'est mort, après dix autres années de détention, Ion Mihalache, devenu octogénaire, à un stade avancé de mauvaise santé.

Dans le même temps, commencent les dislocations ou évacuations. Dans la nuit du 2 au 3 mars 1949 (la veille du congrès plénier qui décide la collectivisation de l'agriculture), 2.972 familles de grands propriétaires sont délogées de leurs habitations à la campagne. Une autre déportation, bien plus ample, a lieu le 18 juin 1951, lorsque 44.000 habitants de la zone limitrophe avec la Yougoslavie (le Banat et Mehedinți) sont exilés dans la plaine du Bărăgan.

Après la révolution hongroise de 1956, 300 étudiants sont arrêtés dans la seule ville de Timișoara. D'autres étudiants hongrois sont aussi arrêtés à Cluj et accusés d'irrégentisme et de nationalisme. Des étudiants en médecine et en lettres sont arrêtés à Bucarest et condamnés pour avoir eu l'intention d'organiser un meeting sur la Place de l'Université. Après le retrait des troupes soviétiques, en juin 1958, les communistes roumains renforcent la terreur, de sorte que, dans la période de 1958 à 1961, de nombreux intellectuels, étudiants, prêtres, universitaires, sont arrêtés, sous le prétexte d'« attitude hostile », « complot » ou « mysticisme ».

En 1958, on établit que « ceux qui mettent en péril le régime socialiste ou qui le dénigrent » peuvent être arrêtés sans mandat ou procès. Au même moment, des intellectuels considérés auparavant comme soumis mais qui ont, entre temps, donné quelques signes d'indépendance (tels que le compositeur Mihai Andricu, l'artiste Militza Pătrașcu, l'écrivain Jacques Costin) sont mis en examen devant des assemblées d'ouvriers – en fait, des membres de la Securitate.

Ce système de répression était fondé sur de 230 lieux de détention, la plupart à Bucarest et autour de Bucarest, mais également dans la plaine du Bărăgan (la « Sibérie roumaine ») et le bassin inférieur du Danube. Il y avait d'abord les pénitenciers : ceux qui étaient de la plus haute sécurité (Botoșani, Galați, Sighet, Râmnicu Sărat) se trouvaient sur la frontière avec l'Union Soviétique ou

à proximité, parce que les voies ferrées à écartement de type soviétique, servant à l'évacuation des détenus en cas d'urgence, arrivaient jusqu'à ces lieux (mais d'autres pénitenciers existaient aussi à l'intérieur du pays : à Jilava, Aiud, Gherla). Il y avait ensuite les asiles psychiatriques à caractère politique, situés au nord de la Munténie, à Voila et Sapoca, dans l'Olténie, à Poiana Mare, Jebel, près de Timișoara, mais aussi dans la ville Dr. Petru Groza et dans la ville Gheorghe-Gheorghiu Dej (Onești). On internait dans les asiles les individus qui ne pouvaient être exterminés ou « rééduqués » par des moyens physiques. Il s'agissait, en fait, du dernier procédé de punition et d'annihilation de la personnalité de certains détenus politiques exceptionnels, récalcitrants. On pense même qu'étaient pratiquées dans l'« Hôpital numéro 9 » de Bucarest, des expériences « scientifiques » sur les internés. Il faut ajouter enfin à ceux-ci les camps de travail et sièges de la Securitate, où avaient lieu les enquêtes – au niveau local, départemental, régional.

Le chapitre le plus mystérieux reste celui concernant les morts du Goulag roumain. À travers les actes écrits et les sentences des tribunaux militaires, Romulus Rusana pu identifier 550.000 condamnés politiques par procès, mais le nombre des détenus administratifs est au moins égal. En y ajoutant les prisonniers illégalement arrêtés par les Soviétique après le 23 août 1944, les déportés des différentes périodes, les expulsés, les assignés à résidence, près de 80.000 paysans enfermés pour avoir refusé la collectivisation (chiffre minimale, reconnu même par le Parti dès 1952), les femmes décédées suite à des avortements improvisés - le nombre de tous ces gens privés de liberté pendant les quarante-cinq ans de communisme peut aller jusqu'à deux millions.

Romulus Rusan souligne également que 28,8% de la totalité des condamnés sont des paysans et 13,5% des ouvriers : même si le nombre d'intellectuels, fonctionnaires, hommes politiques était proportionnellement supérieur, les représentants des couches populaires sont donc les plus nombreux. Sur cette base, il formule deux conclusions. D'abord que la politique du parti communiste d' « alliance avec la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse » n'était rien de plus qu'un slogan mensonger. Ensuite que le peuple roumain n'a jamais reçu le communisme les bras ouverts.

Publié sur le site de l'Atelier international des usages publics du passé le 27 novembre 2011